

Panorama des Tuamotu-Gambier

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Principales îles	Rangiroa, Fakarava, Makemo, Hao, Mangareva
Superficie émergée	690 km ²
Situation géographique	Pacifique sud ; 1 500 km de Papeete, 4 100 km de Auckland
Langues parlées	français, tahitien, paumotu, mangarévien
Monnaie	Franc Pacifique (code ISO 4217 : XPF) 1 000 XPF = 8,38 €
Statut	Subdivision administrative de la Polynésie française

Repères géographiques et historiques

Les Tuamotu-Gambier, composés de deux archipels éloignés de Tahiti de 1 500 km, constituent le plus vaste ensemble géographique de la Polynésie française avec un espace maritime de plus de 2 millions de km², pour une superficie émergée de 690 km².

Il comprend : les îles Tuamotu composées de 76 atolls étendus sur une ligne nord-ouest/sud-est de 1 700 km et les cinq îles hautes des Gambier, situées au sud. La grande dispersion des îles et atolls qui le compose est une caractéristique centrale de l'archipel, expliquant les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics pour asseoir le développement de ses infrastructures et de son économie.

Au cours du XX^e siècle, l'archipel des Tuamotu a cependant été le siège des principales sources de la prospérité économique de la Polynésie française, grâce successivement au coprah, au phosphate de Makatea (1908 à 1966), puis à l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique (1960) et aux retombées économiques des essais nucléaires de Moruroa (1963 à 1996).

Organisation institutionnelle

Un service administratif du Pays, la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier (CTG), centralise le suivi des questions relevant des compétences du Pays. Les Tuamotu-Gambier ont par ailleurs 6 élus sur les 57 membres de l'Assemblée de Polynésie française (APF). D'autre part, le statut d'autonomie de 2004, modifié en 2007, prévoit une collaboration étroite entre les communes et le Pays, qui partagent des compétences transversales.

Les Tuamotu-Gambier se composent de 17 communes et 21 communes associées. Les communes de Polynésie française disposent, depuis 2010, d'une véritable autonomie de gestion pour exercer leurs compétences. Afin de leur permettre d'assumer ces fonctions, les 17 communes des Tuamotu-Gambier sont réunies depuis 1974 au sein du Syndicat intercommunal à vocation multiple des Tuamotu-Gambier (SIVMTG). Ce syndicat apporte aux maires un soutien technique et administratif, en assurant notamment le lien entre les communes et Papeete, la capitale administrative.

Toutefois, les communes disposent d'une autonomie financière limitée par la faiblesse de leurs ressources propres. Par conséquent, l'État les accompagne dans l'exercice de leurs compétences.

Les fonctions de l'État sont assurées en Polynésie française par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Service dépendant du Haut-commissariat, la Subdivision administrative des Tuamotu-Gambier (SAITG) est dédiée à cet espace géographique.

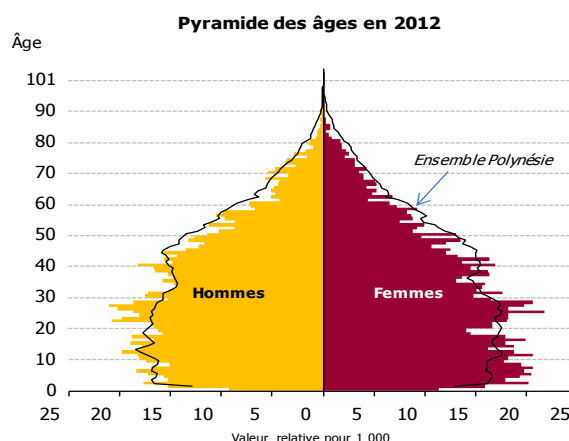
La subdivision accompagne les élus municipaux sur le plan technique et juridique et effectue un contrôle de légalité des actes juridiques ainsi qu'un contrôle des budgets et comptes administratifs des communes. Elle assure également le suivi de la réalisation d'abris de survie et de plans communaux de sauvegarde.

Une population jeune mais en voie de vieillissement

En 2012, les 17 communes des Tuamotu-Gambier comptaient 16 831 habitants, soit 6 % de la population polynésienne totale. Les quatre communes les plus peuplées sont Rangiroa (3 444 habitants), Fakarava (1 581), Makemo (1 555) et Arutua (1 505). Ces quatre communes accueillent la moitié de la population de l'archipel.

Après avoir connu une hausse entre 2002 et 2007 (+6,3 %), la population stagne entre 2007 et 2012 (-0,3 %), notamment en raison de la crise persistante de la perliculture, alors qu'elle continue à croître sur l'ensemble du territoire polynésien (+0,6 % par an en moyenne).

Bien qu'encore jeune, la population apparaît en voie de vieillissement : l'âge moyen est passé de 28 ans en 2007 à 30 ans en 2012. La tranche d'âge des plus de 60 ans a progressé de 11 % sur la période, tandis que celle des moins de 20 ans a baissé de 10 %. Les habitants sont plus jeunes que sur l'ensemble du territoire, où l'âge moyen atteint 32 ans en 2012.



Source : ISPF, Recensement 2012

Un solde migratoire déficitaire

En 2012, 2 222 des habitants recensés résidaient dans un autre archipel cinq ans auparavant. Dans le même temps, 1 989 habitants présents en 2007 ont déménagé vers un autre archipel de Polynésie française, pour un solde net d'arrivées inter-archipels de 233.

Par ailleurs, les Tuamotu-Gambier ont attiré 329 immigrants extérieurs à la Polynésie française : l'archipel est celui qui compte le plus – en proportion – de nouveaux résidents originaires de l'étranger (20 % des immigrants des Tuamotu-Gambier). L'activité perlicole est le moteur de cette immigration, pour deux tiers originaire d'Asie.

Au total, le solde migratoire apparent est cependant déficitaire de 1 029 personnes en cinq ans (7 750 pour l'ensemble de la Polynésie française), en raison d'un nombre de départs hors de Polynésie française supérieur aux arrivées.

Indicateurs démographiques	Tuamotu-Gambier	Polynésie française
Population (en milliers, au 22 août 2012)	16,9	269*
Part des moins de 20 ans (% , 2012)	34,7	33,0
Part des 20-59 ans (% , 2012)	57,0	56,9
Part des 60 ans et plus (% , 2012)	8,3	10,1
Densité de population (hab./km ² , 2012)	24,4	74,5
Taux de croissance annuel moy. (% , 2002-2012)	0,5	0,9

* au 1^{er} janvier 2013

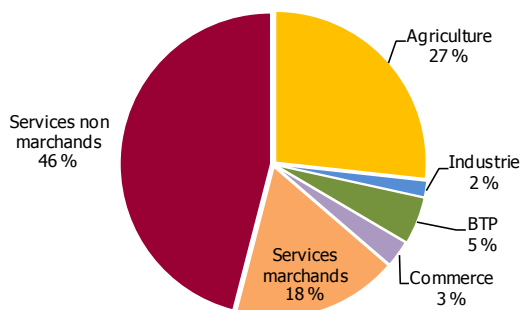
Sources : INSEE, ISPF, Recensements de la population

Un marché du travail étroit

La population active des Tuamotu-Gambier compte 7 300 personnes en 2012, représentant 59 % de la population en âge de travailler, soit une proportion légèrement supérieure à celle de l'ensemble de la Polynésie française (55 %). Le nombre d'actifs occupés est de 5 700 (78 % de la population active) : 64 % travaillent dans le secteur des services, 27 % dans l'agriculture et 5 % dans le secteur du BTP.

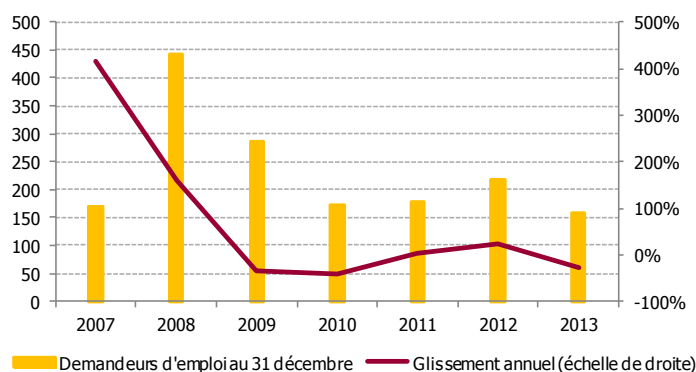
Le taux de chômage, en forte progression par rapport à 2007 (+10 points), s'établit à 22 % : 6 chômeurs sur 10 ont moins de 30 ans. Au total, 1 602 personnes se déclarent au chômage dans l'archipel, contre un peu plus de 900 cinq ans auparavant.

Répartition de l'emploi salarié en 2012



Sources : Insee-ISPF, Recensement de la population

Nombre de demandeurs d'emploi à fin décembre



Source : SEFI

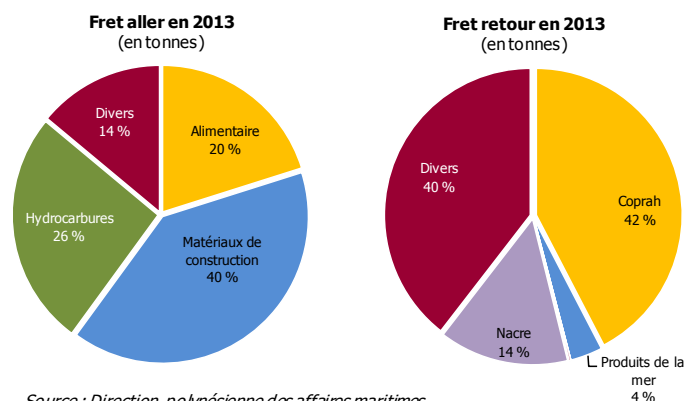
Après avoir enregistré une hausse entre 2002 et 2007 (+6,6 % en moyenne annuelle), les effectifs salariés se sont inscrits à la baisse sur la période 2007-2012 (-5,5 % en moyenne annuelle). Ce recul concerne avant tout l'emploi salarié agricole, qui perd la moitié de ses effectifs (-880 emplois, tout particulièrement dans la perliculture) et le secteur de l'hôtellerie-restauration (-80 emplois, soit -19 %), affecté par des fermetures d'hôtels. L'emploi non salarié a en revanche progressé de 11 % (+210 emplois).

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi semble amorcer un redressement mais il demeure toutefois à un niveau inférieur de moitié au pic de 443 demandeurs d'emploi observé en 2008.

L'importance du fret maritime

Le fret maritime s'avère essentiel pour l'archipel aussi bien pour l'approvisionnement en produits alimentaires, pétroliers et matériaux de construction, que pour l'exportation vers Tahiti du coprah et des produits de la pêche et de la perliculture. La desserte maritime régulière est assurée par huit navires privés pour les Tuamotu Ouest, six pour le centre, quatre pour le nord-est et l'est et deux pour les Gambier. Ces navires ont accueilli en moyenne 1 500 passagers par an depuis 2008. En 2013, 1 604 passagers ont été transportés par voie maritime.

En 2013, le volume du fret transporté s'élève à 71 136 tonnes, un chiffre inférieur à la moyenne annuelle de 76 438 tonnes sur la période 2008-2013. Le fret aller est constitué à 40 % de matériaux de construction et 26 % de produits pétroliers alors que le fret retour concerne principalement le coprah (42 %, soit 5 104 tonnes, un tonnage en recul de 36 % sur un an) et la nacre (14 %).



Source : Direction polynésienne des affaires maritimes

Le niveau d'équipement des foyers est inégal

Les 4 500 résidences principales recensées aux Tuamotu-Gambier en 2012 accueillent en moyenne 3,6 occupants. On dénombre également un peu plus de 600 résidences secondaires dans l'archipel. Plus des trois quarts des résidences principales utilisent des cuves de récupération d'eau de pluie, alors qu'en moyenne 90 % des résidences principales polynésiennes disposent de l'eau courante. En revanche, le raccordement au réseau électrique est largement présent dans l'archipel (81 % des foyers).

Concernant les moyens de télécommunication, alors que 57 % des ménages polynésiens sont équipés d'un ordinateur, seul un tiers des ménages des Tuamotu-Gambier en possède un.

Principaux équipements des foyers (en % des ménages)	Tuamotu- Gambier 2012	Tuamotu- Gambier 2007	Polynésie française 2012
Raccordement au réseau électrique général	81,2	79,5	95,7
Réception de la TNT	74,6	—	85,6
Au moins une voiture	38,5	35,9	77,1
Ordinateur	33,5	17,8	57,2
Eau courante présente dans le logement	22,5	32,6	90,3
Internet	16,9	6,8	42,7
Le tout-à-l'égout	1,5	1,0	17,5

Sources : Insee-ISPF, Recensements de la population

De même, la diffusion d'Internet demeure plus rare : seulement 17 % des foyers contre 43 % en moyenne en Polynésie française. Une très large part des foyers (75 %) reçoit en revanche la TNT. Pour sa part, la téléphonie mobile continue à se développer : 87 % des ménages disposent d'un mobile, soit une proportion comparable à celle de l'ensemble de la Polynésie française (90 %).

Les moyens de transport demeurent peu développés dans l'archipel : la moitié des foyers ne dispose d'aucun transport terrestre, 38 % possède au moins une voiture et 32 % se déplacent en bateau à moteur.

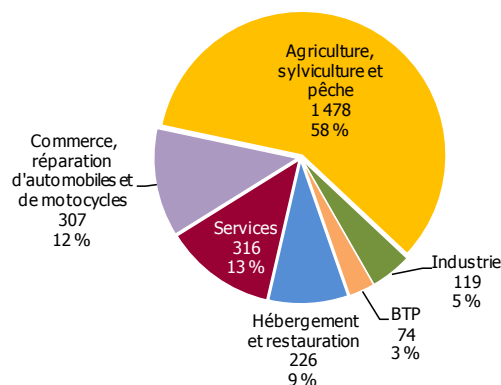
LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Caractérisée par l'éclatement de ses atolls, les Tuamotu-Gambier présentent une économie à deux vitesses : tandis que les Tuamotu de l'ouest, du centre et les Gambier ont axé leur développement sur le tourisme et la perliculture, les autres atolls restent tournés vers une économie traditionnelle de subsistance, majoritairement dominée par la culture du coprah et la pêche lagonaire.

D'après le recensement de la population 2012, une personne sur deux déclare travailler dans la pêche, la perliculture ou encore l'exploitation des cocoteraies (coprah).

Au 31 décembre 2013, le nombre d'entreprises actives recensées dans l'archipel s'établit à 2 521 : 21 % d'entre elles sont dans le secteur tertiaire (services marchands et non marchands, hôtellerie et restauration) et 58 % dans le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche).

Nombre d'entreprises actives par secteur inscrites aux Tuamotu-Gambier (au 31 décembre 2013)



Source : ISPF, Répertoire territorial des entreprises

La perliculture : une filière en convalescence

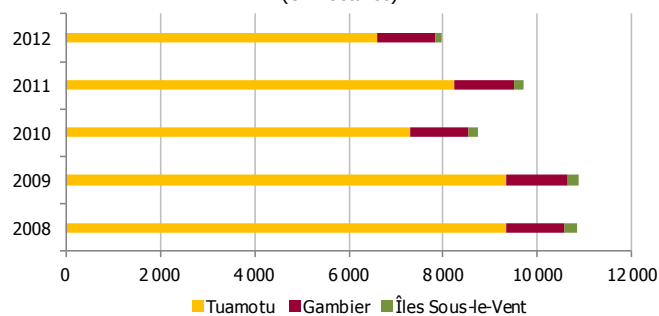
Implantée à l'ouest des Tuamotu et au Gambier, la perliculture constitue un élément clé du développement économique des archipels éloignés et un frein à l'exode des populations vers Tahiti. Deux types d'entreprises coexistent autour de la production : la grande majorité des fermes sont des exploitations familiales de petite taille et représentent une faible part de marché, tandis qu'un petit groupe d'entreprises, à gros volume de production, en représente l'essentiel.

En 2012, 83 % de la surface exploitée pour la perliculture se concentre dans l'archipel des Tuamotu, 16 % aux Gambier et moins de 2 % dans les Îles Sous-le-Vent. Ainsi, 70 % des 1 540 personnes qui déclarent travailler en 2012 dans la perliculture en Polynésie française résident aux Tuamotu-Gambier. À lui seul, l'archipel des Tuamotu regroupe 345 concessions (-33 % par rapport à 2008) réparties sur 6 600 hectares (-29 %) et 20 atolls. L'archipel des Gambier abrite lui 80 concessions (-16 % par rapport à 2008) pour une surface totale de 1 240 hectares (-2 %). Les sites de Rikitea, Ahe, Marutea sud et Arutua concentrent la moitié de la surface autorisée et du nombre de fermes.

Après plusieurs années difficiles, causées par une baisse de qualité et une surproduction qui firent chuter les prix, le secteur perlicole connaît une reprise en 2013, amplifiée par le succès des ventes aux enchères organisée à Tahiti par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea. Les efforts des acteurs pour mieux structurer la filière et développer la qualité de la production semblent porter leurs fruits.

Sur l'ensemble de la Polynésie française, les recettes d'exportations de perles brutes sont en hausse de 11 % en 2013, grâce à l'augmentation de 16 % du prix moyen au gramme, passé en un an de 491 F CFP à 568 F CFP. Elles représentent 64 % des exportations de produits locaux, contre 90 % il y a 20 ans.

Évolution de la surface perlicole exploitable (en hectares)



Source : Direction des ressources marines et minières (DRMM)

Le coprah : une culture traditionnelle soutenue par les pouvoirs publics

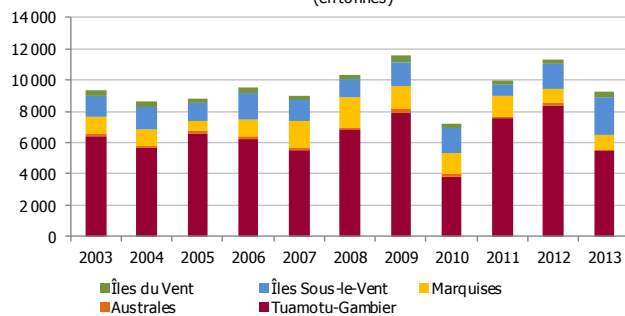
Le coprah est l'autre activité économique essentielle dans l'ensemble de l'archipel, qui accueille la moitié des 2 000 coprahculteurs recensés en Polynésie en 2012. Cette culture familiale ancestrale (qui consiste à sécher l'amande de la noix de coco en ramenant le taux d'humidité de 45 % à 6 %) est exercée sur plus de deux tiers de la surface agricole utilisée et constitue la principale ressource des atolls du Centre et de l'Est des Tuamotu.

Les pouvoirs publics soutiennent financièrement la filière afin d'en assurer la pérennité et de garantir un revenu minimum aux producteurs. Ainsi, la totalité de la récolte de coprah est acquise et transformée par l'Huilerie de Tahiti, société anonyme appartenant au Pays, qui produit de l'huile brute ou raffinée (notamment utilisée par les fabricants de monoï), des tourteaux et du coprah trituré. De même, son prix d'achat est fixé par décision du Conseil des ministres.

Depuis novembre 2010, le prix du coprah est fixé à 140 F CFP/kilo pour le coprah de première qualité et de 55 F CFP pour celui de seconde qualité. Sur le prix payé, une part est réservée exclusivement au cultivateur (50 F CFP pour le coprah de première qualité), le restant revenant au propriétaire de la cocoteraie. L'Huilerie de Tahiti reçoit de la Caisse de soutien des prix du coprah (CSPC) une compensation financière équivalente à la différence entre le prix du coprah en Polynésie française et son cours international, généralement bien inférieur.

Après avoir atteint 8 323 tonnes en 2012, la production de coprah aux Tuamotu-Gambier a baissé de 34 % en 2013 avec 5 926 tonnes, soit le niveau le plus faible de la décennie (hors l'année 2010, marquée par des conditions climatiques difficiles). Après une forte hausse en 2010 et 2011, le prix du coprah sur le marché international a connu une baisse de 43 % entre 2011 et 2013, le cours moyen par kilo passant de 99 F CFP à 56 F CFP.

Production de coprah en silos (en tonnes)



Source : Caisse de soutien des prix du coprah (CSPC)

FOCUS SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE DU PHOSPHATE À MAKATEA

La présence de phosphates fut décelée à Makatea vers 1860, mais ce n'est qu'au début du XX^e siècle que l'exploitation fut lancée, marquant le début d'un développement économique sans précédent. Le phosphate, qui entrait dans la production d'engrais azotés, présentait un enjeu économique majeur. Il servait également de base à la production d'explosifs nitrés. En 1917, la Compagnie française des phosphates de l'Océanie (CFPO) obtint la concession de l'exploitation minière de toute l'île.

En 1960, la CFPO versait à elle seule 28 % des salaires du secteur privé et assurait le quart des recettes budgétaires du Territoire, sous forme d'impôts et taxes diverses. Les phosphates de Makatea ont tenu le premier rang des exportations polynésiennes pendant plus de 15 ans, apportant plus des trois quarts des devises reçues par le Territoire. Faute de main-d'œuvre et de moyens techniques et financiers, l'exploitation sera abandonnée brutalement en 1966.

Lors du Conseil des ministres du 8 janvier 2014, le gouvernement polynésien a accordé à la société de capitaux australiens *Avenir Makatea* un Permis exclusif de recherche (PER) portant sur les périmètres 1 et 2 de l'ancienne zone minière, conformément à l'avis du Comité des mines du 26 novembre 2013.

La pêche : un secteur traditionnel en stagnation

L'essentiel des captures de thonidés dans la Zone économique exclusive (ZEE) polynésienne est opéré dans la zone des Tuamotu, par une flottille de pêche hauturière non basée - qui n'a donc que peu d'impact sur l'activité locale. En revanche, la pêche lagonaire constitue la deuxième activité économique de subsistance de l'archipel. La flotte de pêche côtière (249 navires) ne représente que 8 % du total des navires actifs de la Polynésie française.

Arutua, Kaukura et Tikehau sont les principaux producteurs de l'archipel avec des bons résultats observés en 2013 : 430 tonnes de produits de la pêche lagonaire (perroquets et carangues) ont été embarquées par transport maritime vers Tahiti, soit un quasi-doublement du transfert en deux ans (247 tonnes embarquées en 2011).

L'État intervient pour aider au maintien de la filière, comme en témoigne son soutien à la construction d'un centre de conditionnement, de transformation et de stockage des produits de la pêche lagonaire à Hao. Ce bâtiment de 170 m², livré fin 2013, est dimensionné pour traiter un volume annuel de 100 tonnes de poissons. D'un coût de 130 millions de F CFP, il a fait l'objet d'un cofinancement Pays-État (l'État participe à hauteur de 40 millions de F CFP au titre du Fonds exceptionnel d'investissement (FEI)). L'exploitation des installations fait l'objet d'un appel à candidature en lien avec les coopératives des pêcheurs de Hao et d'Amanu.

Des recherches, menées actuellement par différents organismes comme l'Ifremer, devraient à terme permettre le renforcement de ce secteur d'activité avec la création d'élevages de poissons et crustacés en milieu lagonaire.

UN PROJET AQUACOLE D'ENVERGURE À HAO

La Polynésie française et la société chinoise Tian Rui international ont signé en février 2014 une convention fixant le cadre de développement d'une unité de production aquacole aux Tuamotu, sur l'atoll de Hao. À terme, les investisseurs tablent sur l'exportation de 50 000 tonnes de poissons d'élevage vers le marché chinois. L'investissement global, qui comprend une chaîne complète d'opération et de transformation (écloserie, institut de recherche, usine de conditionnement, etc.), s'élèverait à 150 milliards de F CFP sur 15 ans. Afin d'assurer le développement de la filière dans l'archipel, l'Assemblée de Polynésie française a voté, le 15 avril 2014, une aide fiscale pour des investissements dépassant 20 milliards de F CFP sur 5 ans.

Le tourisme : un potentiel à valoriser

Le tourisme dispose d'un potentiel important, en particulier dans l'ouest des Tuamotu, attractifs grâce à leurs sites de plongée, et aux Gambier, dotés d'un patrimoine architectural unique. La fréquentation touristique de Rangiroa, après avoir fortement diminué à partir de 2007, est remontée en 2012 avec 14 964 visiteurs (soit 9 % des touristes de Polynésie française). En 2013, l'archipel a accueilli 3,5 % des nuitées touristiques polynésiennes, avec un nombre de chambres vendues en baisse de 22 % en un an.

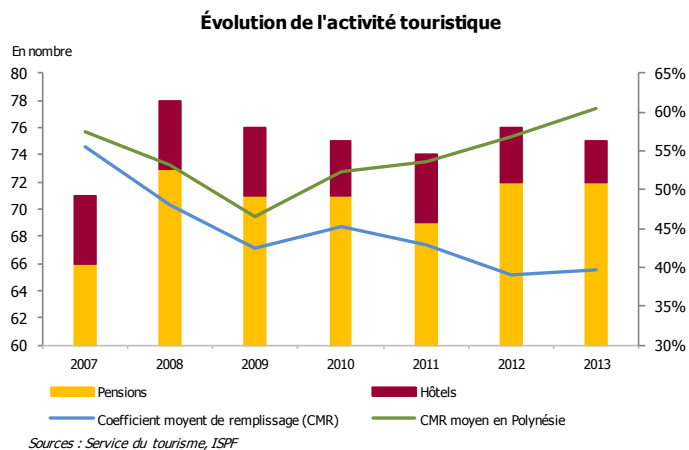
L'activité de croisières, assurée principalement par 2 navires, le *Paul Gauguin* et l'*Aranui 3*, a vu débarquer 8 709 passagers en 2013, essentiellement dans les atolls de Rangiroa et Fakarava.

L'hébergement en hôtellerie familiale occupe une place prépondérante : en 2013, 72 pensions de famille sont dénombrées dans l'archipel dont 10 classées. Les atolls de Rangiroa, Fakarava et Tikehau concentrent plus de la moitié des établissements et 68 % du nombre de chambres.

Depuis la fermeture du *Manihi Pearl Beach Resort* à Manihi (2012) et celle du *White Sand Beach* de Fakarava (2013), l'archipel ne compte plus que 3 hôtels : le *Tikehau Pearl Beach Resort* et l'hôtel *Kia Ora Resort Spa* de Rangiroa (tout deux classés 4 étoiles) et le *Maitai Rangiroa* (3 étoiles). Ils totalisent une capacité d'accueil de 135 chambres pouvant accueillir 280 personnes. Le coefficient moyen de remplissage (CMR) de ces hôtels reste cependant sensiblement inférieur à la moyenne polynésienne (41 % en 2013 contre 60 % dans l'ensemble).

Le *White Sand Beach*, racheté par un groupe d'hôtellerie local, fait l'objet de travaux de rénovation et de montée en gamme : sa réouverture est prévue en 2015 en tant que 5 étoiles.

La plaisance est quant à elle embryonnaire : environ 300 voiliers et quelques yachts de luxe font escale à Hao tous les ans.

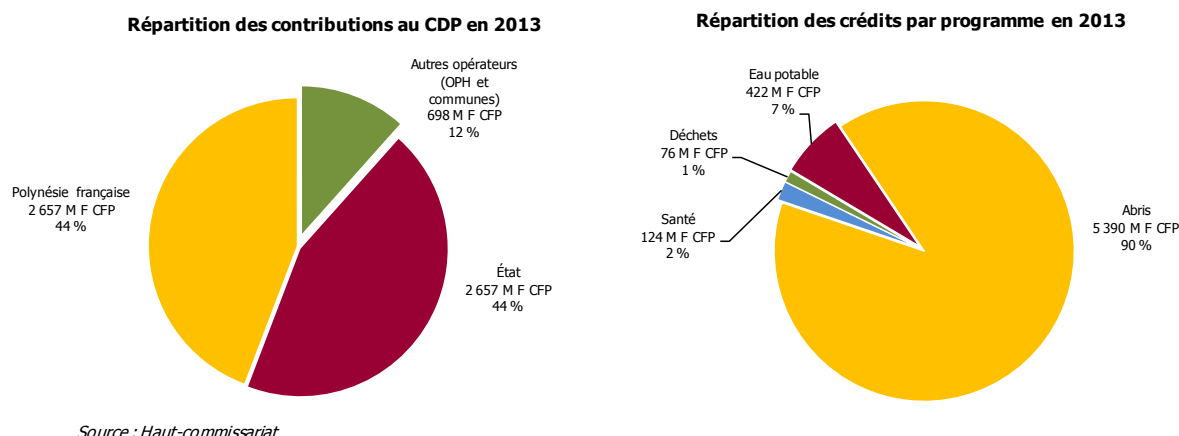


LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

Récemment prolongé jusqu'en 2014, le Contrat de projets (CDP) permet à l'État et au Pays de cofinancer des opérations structurantes (la santé, l'assainissement, l'adduction d'eau potable, le traitement des déchets, la création d'abris de survie) et de soutenir des investissements nécessaires pour combler des retards en matière de service public. Au total, 6 milliards de F CFP ont été consacrés à ces programmes aux Tuamotu-Gambier sur la période 2008-2013.

Face aux dégâts causés par les houles cycloniques des années 1990 et 2000, l'État et le Pays ont mis en place un volet « Abris de survie » au sein du Contrat de projets 2008-2014. Une enveloppe financière de 6,88 milliards de F CFP a été mobilisée sur la période pour la construction, la réhabilitation et l'extension d'abris, notamment dans les communes de Tureia, Makemo et Puka Puka.

Le Fonds intercommunal de péréquation (FIP) vient compléter le CDP à hauteur de 1,9 milliard de F CFP en finançant des projets de constructions scolaires, d'incendie –secours ou d'études préalables.



Enveloppes et programmations FIP aux Tuamotu-Gambier au 31 décembre 2013
(en millions de F CFP)

	Engagements de l'État		
	Programmés	Réalisés	Taux d'engagement
Adduction eau potable	163	57	35,2 %
Constructions scolaires	1 577	1 190	75,5 %
Déchets	84	35	41,6 %
Études préalables	18	12	64,3 %
Incendie-secours	37	18	47,6 %
Total	1 879	1 312	69,8 %

Source : Haut-commissariat

Le développement des infrastructures de transport

La desserte aérienne des Tuamotu-Gambier reste principalement assurée par la compagnie aérienne Air Tahiti. À l'ouest, la plupart des atolls sont desservis deux à trois fois par semaine. Les destinations touristiques (Rangiroa, Manihi, Tikehau, et Fakarava) comptent au moins une rotation par jour. À l'est, seuls Hao et Makemo bénéficient de trois rotations hebdomadaires. En 2012, les Tuamotu-Gambier ont accueilli 196 000 passagers pour 11 900 vols (soit un tiers des vols effectués en 2012 sur les lignes intérieures polynésiennes).

Entre 2011 et 2013, une enveloppe financière s'élevant à 15,6 millions de F CFP a été prévue par l'État pour le développement et l'aménagement des installations portuaires de plusieurs atolls. Les travaux en cours pour l'amélioration des quais et débarcadères concernent principalement les atolls de Puka Puka, Apataki, Takaroa, Anaa et Rikitea (7 millions de F CFP engagés). Seuls les travaux du débarcadère facilitant la liaison entre l'aérodrome d'Hikueru et l'île principale ont été soldés en 2013.

Les installations portuaires font également l'objet d'études financées à hauteur de 1,6 million de F CFP dans les communes de Makatea, Anaa ou encore Faaite. En 2012, 363 998 F CFP ont d'autre part été consacré à l'acquisition d'une navette maritime pour la commune de Rangiroa (à travers le Fonds exceptionnel d'intervention (FEI)).

En matière d'équipements aéroportuaires, le Troisième instrument financier (3IF) est intervenu, entre 2011 et 2013, dans le financement de 9 opérations de réfection et de mise aux normes des pistes. 9,5 millions de F CFP ont été engagés notamment dans les aérodromes de Puka Puka, Takapoto et de Tikehau.

Intervention de l'État aux Tuamotu-Gambier au titre du Troisième instrument financier (3IF)

Par type d'infrastructures (en milliers de F CFP)	Engagés			Versés		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Aéroportuaire		3 657	3 960		183	192
Routier	1 249	567	1 400	640	1 098	193
Maritime	10 160	5 217	213	492	2 868	2 245
Total	11 409	9 440	5 573	1 132	4 149	2 630

Source : Haut-commissariat

L'amélioration des conditions de vie

En matière scolaire, l'accent est mis sur la réhabilitation et le développement des infrastructures d'éducation et de formation. Tous les atolls ayant une population permanente accueillent une école primaire, soit 42 établissements pour 2 039 élèves, mais seules les îles les plus peuplées disposent d'établissements secondaires. L'archipel dispose ainsi de trois collèges, situés à Rangiroa (466 élèves), Hao (334 élèves) et Makemo (174 élèves), auxquels s'ajoute une annexe du collège de Rangiroa à Manihi (52 élèves). L'archipel possède également plusieurs structures d'enseignement technique (les Centres d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD) de Hao et Rangiroa ainsi que les Centres catholiques d'éducation au développement (CED) de Rikitea et Makemo).

Les constructions d'écoles primaires (maternelles et élémentaires), essentiellement financées par le biais du Fonds intercommunal de péréquation (FIP), sont alimentées par une tranche des recettes fiscales prélevées par le Pays pour le compte des communes, l'État ajoutant pour sa part une dotation supplémentaire.

Depuis 2009, les fonds affectés par le FIP ont été remplacés par des dotations provenant du volet « Abris de survie » du Contrat de projets. Ainsi, certaines écoles souffrant de vétusté sont en cours de reconstruction dans des abris de survie. Certains abris hébergent également des structures du second degré tel que le CED de Makemo ou l'internat de Manihi, qui est un établissement du second degré également financé par le volet « Abri de survie ».

Dans le volet « santé » du CDP, entre 2009 et 2010, l'État a engagé un montant total de 56,2 millions de F CFP HT, sur les 112 millions prévus, qui a servi à l'aménagement et l'équipement de poste de secours. Au 31 décembre 2013, 28,7 millions de F CFP ont été versés pour ces équipements sanitaires, toujours en cours de construction, notamment dans les atolls de Hao, Tatakoto et Fakarava.

FOCUS SUR LA RÉHABILITATION DES ANCIENS SITES DU CENTRE D'EXPÉRIMENTATION DU PACIFIQUE

Après les îles de Reao, Pukarua, Tureia et Mangareva, la réhabilitation des anciens sites du Centre d'expérimentation du Pacifique se poursuit avec le chantier de l'atoll de Hao qui a débuté en 2009, et ce pour une durée de 7 ans. Initialement budgétée à hauteur de 7,5 milliards de F CFP (financement Défense), l'enveloppe financière a été réactualisée en septembre 2013 à 9,7 milliards de F CFP. 185 hectares ont été identifiés pour faire l'objet d'un travail de déconstruction ou de nettoyage. Les travaux simples (déconstruction de dalles, fosses, etc.) sont réalisés par un détachement militaire basé à Hao ; les travaux nécessitant des compétences et des agréments particuliers sont confiés à des entreprises et bureaux d'études de Tahiti. À ce jour, 5,3 milliards de F CFP ont été investis par la Défense, près de 140 hectares de l'atoll ont été traités ou sont en cours de traitement (soit 75 %) et plus de 70 parcelles ont été restituées à leurs propriétaires.

Les finances des communes

Les communes des Tuamotu-Gambier disposent d'une autonomie financière limitée par la faiblesse de leurs ressources propres. Ainsi, les ressources provenant des transferts (Dotation globale de fonctionnement, DGF et Fonds intercommunal de péréquation, FIP) concentrent une part significative des recettes de fonctionnement (respectivement 41 % et 38 % en 2012). De la même manière, les subventions d'investissement représentent en moyenne près de 75 % des dépenses d'investissement sur la période 2008-2012.

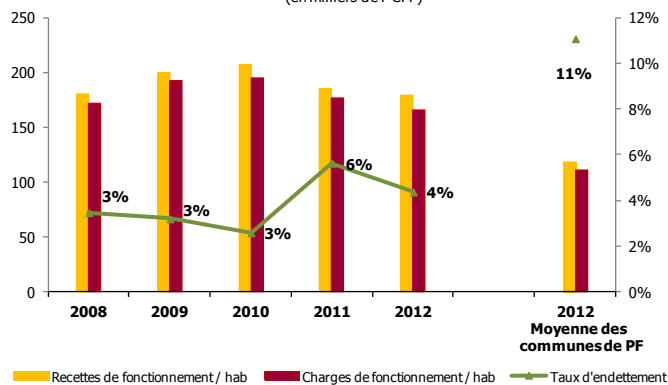
Les budgets de fonctionnement des communes de l'archipel diminuent de 4 % en 2012, pénalisés par la forte baisse du Fonds intercommunal de péréquation (-10 %) qui a affecté l'ensemble des communes polynésiennes.

Parallèlement, les charges de fonctionnement sont en recul de 7 % en 2012 du fait du repli des principaux postes de dépenses : -1 % pour les charges de personnel et -17 % pour les charges courantes (à la faveur d'une maîtrise des charges liées à l'utilisation du carburant notamment). Les dépenses d'équipement restent stables et s'établissent à 1 milliard de F CFP, soit 77 252 F CFP par habitant (contre 31 232 F CFP par habitant pour l'ensemble de la Polynésie).

Bénéficiant de subventions structurellement élevées, les communes maintiennent un niveau d'endettement mesuré (11 millions de F CFP de nouveaux emprunts en 2012). Après avoir doublé en 2011 par rapport à 2010, l'encours de dette au 31 décembre 2012, s'est contracté de 15 millions de F CFP, portant le taux d'endettement (encours / produits de fonctionnement) à un niveau faible (4 %) comparé à celui des communes polynésiennes (11 % en moyenne en 2012). Ainsi, la dette par habitant de l'archipel s'élève, en 2012, à 7 826 F CFP contre 13 175 F CFP pour l'ensemble de la Polynésie française.

Enfin, les communes des Tuamotu-Gambier bénéficient d'un taux de capacité d'autofinancement, nette des remboursements de dette, supérieur à la moyenne polynésienne (6 % contre 5 % en 2012).

Recettes et dépenses de fonctionnement / habitant des communes
(en milliers de F CFP)



Source : Agence française de développement

LE FINANCEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Une présence bancaire centrée sur Rangiroa

En 2013, l'archipel des Tuamotu-Gambier compte deux banques : la Banque SOCREDO et la Banque de Tahiti. Ces établissements totalisent 7 guichets bancaires dont 2 permanents implantés à Rangiroa et 5 ouverts de manière apériodique à Rangiroa, Rikitea, Hao et Tikehau. Dans chaque commune, un bureau de l'OPT peut d'autre part tenir des comptes chèques postaux et opérer les transactions courantes (virements, encaissements de chèque) avec les autres banques.

En 2013, environ 7 200 comptes sont domiciliés dans l'archipel. Le taux d'équipement bancaire s'établit en moyenne à 1 guichet pour 1 403 habitants, soit un niveau supérieur à celui de la Polynésie française (1 guichet pour 3 641 habitants). En revanche, la densité de DAB-GAB reste sensiblement plus faible (1 automate pour 5 610 habitants contre 1 pour 2 079 en moyenne).

Indicateurs monétaires et financiers

	Tuamotu- Gambier	Polynésie française
Nombre de comptes bancaires domiciliés	7 195	163 643
Nombre de guichets et distributeurs automatiques (DAB-GAB)	3	129
Nombre d'habitants par automate bancaire	5 610	2 079
Nombre d'habitants par guichet bancaire	1 403	3 641
Nombre d'entreprises ayant un encours auprès des établissements de crédit	305	5 720
Taux de créances douteuses des entreprises (en %)	59,5	19,1

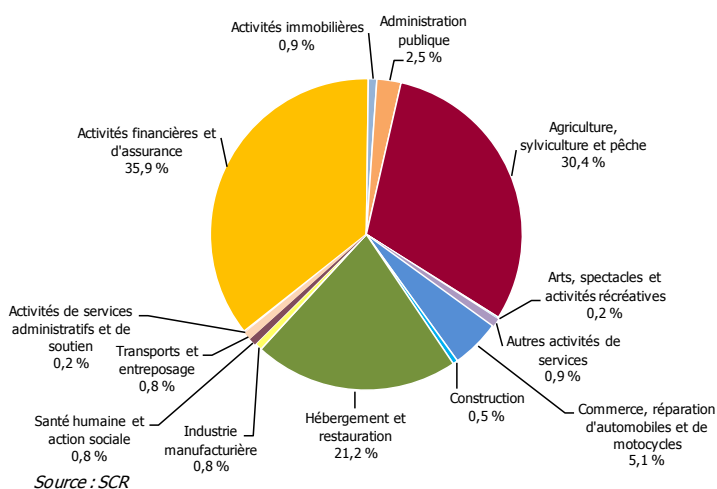
Source : Service central des risques (SCR)

Une sinistralité élevée liée aux difficultés de la perliculture

À fin décembre 2013, l'encours global des crédits aux entreprises des Tuamotu-Gambier auprès des banques de la place s'élève à 6,7 milliards de F CFP, soit 3,8 % du total des risques bancaires sur les entreprises polynésiennes recensés par le Service central des risques (SCR) de l'IEOM. Le secteur primaire (essentiellement la perliculture) et le tourisme concentrent 88 % de ces encours, qui portent pour près de la moitié sur des crédits d'équipement à moyen long terme. Le taux de créances douteuses, évalué à 19,1 % en moyenne en Polynésie française, s'élève à 56,5 % aux Tuamotu-Gambier et atteste des difficultés financières du secteur de la perliculture. En excluant une grande entreprise atypique de l'archipel, ce taux s'établit à 33 %.

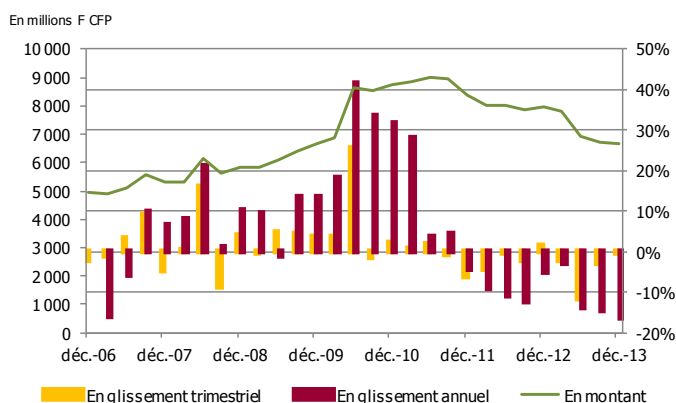
En 2013, les banques ont accordé un volume de nouveaux crédits de 866 millions de F CFP, dont 75 % a été octroyé au secteur primaire et notamment aux entreprises de perles, 17 % au secteur de l'hébergement et de la restauration et 4 % à celui du commerce.

Répartition des crédits par secteur d'activité
au 31/12/2013



Source : SCR

Évolution des crédits aux entreprises



Au cours de l'exercice 2013, la Société de gestion des fonds de garantie d'Outre-mer (SOGEFOM), filiale de l'Agence française de développement (AFD), a octroyé 6 nouvelles garanties au profit d'entreprises des Tuamotu-Gambier, pour un montant de 55 millions de F CFP (soit 5,7 % des garanties accordées dans l'année). Le secteur de la perliculture demeure le principal bénéficiaire du dispositif avec un montant global de 28 millions de F CFP, contre 14,7 millions pour l'animation touristique et 12,3 millions de F CFP pour les services (hôtellerie et transports). L'encours global, de 122,7 millions de F CFP pour 27 dossiers, est en forte croissance : il est 60 % plus élevé qu'en 2011.

Destinée aux micro-entrepreneurs exclus du système bancaire dans le but d'aider à la création d'entreprise, l'Association du droit à l'initiative économique (ADIE) a d'autre part accordé 74 microcrédits pour un montant de 29 millions de F CFP injectés dans l'économie aux porteurs de projets présents aux Tuamotu-Gambier. Le secteur primaire (pêche et agriculture) représente 65 % des financements.

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2013 sauf indication contraire

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : Juillet 2014 – Dépôt légal : Juillet 2014 – ISSN 1968-6277